



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI



RAPPORT MENSUEL

FEVRIER-MARS 2020

LA CRISE DU CORONAVIRUS TOURNE
AU CRIME CONTRE L'HUMANITÉ EN
IRAN AVEC LES DISSIMULATIONS DU
RÉGIME LES FEMMES ACTIVES
DANS CE COMBAT SANITAIRE

La crise du Coronavirus tourne au crime contre l'humanité en Iran avec les dissimulations du régime

Les femmes actives dans ce combat sanitaire

Cette année, le monde a célébré la Journée internationale des femmes tandis que le coronavirus se propageait dans presque tous les pays avec de graves conséquences sur la vie de tous les jours. En Iran, l'approche du régime en place vis-à-vis de cette épidémie a tourné au crime contre l'humanité.

Depuis le début, le régime iranien a fait tout son possible pour empêcher la fuite d'informations précises sur les cas de coronavirus et ses victimes. Des informations venant de sources à l'intérieur de l'Iran, ont indiqué cependant qu'il y a plus de 2 millions de contaminés et [plus de 6.400](#) morts à ce jour. Cela fait de l'Iran le pays le plus durement frappé, même comparé à la Chine.



Malgré l'absence de mesures efficaces des autorités et du manque d'un minimum de produits de protection pour les gens, les femmes et les jeunes en Iran, et particulièrement les infirmières et les médecins se sont dévoués corps et âmes pour combattre le virus et sauver des vies.

Comme au cours des 40 dernières années, les Iraniennes ont bravé tous les risques pour prendre part à cette campagne nationale afin de sauver leurs compatriotes. Les infirmières qui n'ont pas reçu de salaire ni leurs heures supplémentaires depuis des mois, et qui, en raison de la politique en place, sont privées des moyens médicaux minimums et de l'équipement nécessaire pour faire face au virus, n'ont pas hésité à accomplir leur devoir en soignant les malades, et des jeunes femmes telles que [Negar Siyah Mansouri](#), membre des unités de résistance, qui a aidé les personnes infectées par le virus, en sont devenues les victimes.

Ainsi, dans un pays où une dictature religieuse a institutionnalisé la misogynie, malgré toutes les inégalités, les femmes iraniennes ont en pratique travaillé main dans la main avec les hommes pour combattre la pandémie du coronavirus qui s'est propagée dans tout le pays en raison de la dissimulation et de l'inaction inhumaine des mollahs. Elles ont en pratique réalisé l'« égalité des générations ». Elles sont les véritables précurseurs de « l'égalité des générations » et sont « la force du changement ». Comme elles l'ont démontré sur la scène de la lutte politique et sociale en Iran, elles ont été le fer de lance et la force motrice des soulèvements et des protestations contre le régime en place. C'est pourquoi la Journée internationale de la femme 2020 a été baptisée Journée des [femmes martyres](#) du soulèvement iranien de novembre 2019, pour rendre hommage aux 400 femmes tuées, à leurs sacrifices et à leur rôle de premier plan dans le soulèvement.

Propagation rapide du coronavirus à travers l'Iran et de l'Iran vers d'autres pays

La dissimulation criminelle de l'épidémie par le régime parce qu'il voulait mobiliser et attirer de grandes foules pour l'anniversaire de la révolution de 1979 le 11 février, et la farce électorale du 21 février, ainsi que la poursuite des vols de la compagnie aérienne des pasdarans Mahan Air vers la Chine ont provoqué la propagation rapide du virus dans diverses régions d'Iran et dans de nombreux pays voisins. Dans l'intervalle, en raison de la dépendance économique du régime vis-à-vis de la Chine, il n'a pas arrêté ses vols aller-retour au moins jusqu'au 5 mars, plus de deux mois après l'apparition de l'épidémie en Chine.

La dissimulation du régime des mollahs, la poursuite des vols aller-retour vers la Chine, son déni de la gravité de la situation et son incapacité à mettre Qom en quarantaine, à annuler les prières du vendredi et à interdire les voyages internationaux et les voyages en avion, sont parmi les

principaux facteurs qui ont contribué à la propagation rapide du coronavirus. Certains passagers iraniens qui se sont rendus au Canada, aux États-Unis, en Suède, aux Émirats arabes unis, au Liban, etc. ont été testés positifs au coronavirus.

Le Los Angeles Times a écrit que l'Iran est devenu une zone rouge pour le coronavirus au Moyen-Orient.

Plus de 2 millions de cas en Iran

Le rythme de propagation de l'épidémie de coronavirus a été plus rapide en Iran que dans tout autre pays du monde. La proportion de décès par rapport au nombre total de cas en Iran est extrêmement élevée.

Selon un responsable de l'université des sciences médicales d'Ispahan, 50 % des cas suspects se révèlent positifs. Les médecins et les infirmières travaillant dans les hôpitaux iraniens estiment qu'entre 50 et 60 % des personnes infectées meurent.

Une catastrophe humanitaire massive est en cours en Iran.

Au moment de la publication de ce dossier, la Résistance iranienne estime qu'au moins 6.400 personnes sont mortes en Iran à cause de l'épidémie du coronavirus dans 196 villes des 31 provinces.

Le guide suprême des mollahs, Ali Khamenei, a chargé le Corps des gardiens de la révolution (pasdarans), le ministère du Renseignements et d'autres agences répressives de prévenir toute forme de fuite de chiffres précis sur les victimes et les cas de contamination par tous les moyens. Les responsables judiciaires ont annoncé que la diffusion de "rumeurs" sera considérée comme de la corruption sur terre et passible de la peine de mort.

Le 9 mars 2020, le magazine Atlantic a publié les résultats d'une recherche sur les chiffres iraniens, selon laquelle la moyenne de toutes les estimations montre que plus de 2 millions d'Iraniens ont été infectés par le coronavirus. Hassan Rohani a confirmé ce chiffre dans son discours du 14 mars 2020. Il a déclaré : « Plusieurs millions de personnes ont été interrogées et 97% d'entre elles n'ont pas eu de symptômes du Coronavirus. » Ainsi, il a reconnu que 3% de la population, soit 2,5 millions de personnes, sont suspectées ou contaminées par le virus.

Or le ministère de la Santé des mollahs n'a annoncé que 17 361 cas dans le pays.

Un responsable de l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que les statistiques officielles en Iran sur le coronavirus ne représentent qu'un cinquième du nombre réel.

Dans ces circonstances, le régime des mollahs a été incapable de fournir l'équipement médical minimum nécessaire pour protéger les médecins, les infirmières et le personnel hospitalier. Très vite, toutes les pharmacies ont manqué de masques, de gel et d'alcool.

L'aide fournie par l'Organisation mondiale de la santé et d'autres pays a été accaparée et stockée par les pasdarans ou utilisée uniquement dans les hôpitaux spéciaux qui leur sont dédiés. Une partie a également été vendue au marché noir à des prix gonflés.

La situation des médecins, des infirmières et du personnel hospitalier est très préoccupante. La plupart ne disposent pas de combinaisons ni d'équipements de protection.

Divers responsables du régime ont admis que les médecins et les infirmières sont confrontés à une pénurie d'équipements de protection complets, de masques N95, de gants, de désinfectants, etc. Dans le même temps, ils sont obligés de travailler en équipes de 12 à 18 heures, ce qui les épuise. (Le Club des jeunes journalistes - 6 mars 2020)

Le rôle des femmes dans la lutte contre l'épidémie de coronavirus

Alors que le régime a refusé de fournir les équipements de protection, les infirmières qui ont été privées de leurs droits fondamentaux pendant des années, ont accepté tous les risques et se sont occupées des patients.

Selon un rapport publié par des médecins et du personnel médical, soutenant la Résistance iranienne, au moins 100 médecins et infirmières en Iran ont jusqu'à présent perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Le nombre de médecins et de personnel médical malades est particulièrement élevé dans les provinces du nord au Guilan et Mazandaran, et ne cesse d'augmenter.



[Narguesse Khan-Alizadeh](#), infirmière de 25 ans, est morte du coronavirus à l'hôpital Milad de Lahijan, le 25 février 2020 (agence Fars, 25 février 2020), [Nahid Noshad](#), également infirmière, a perdu la vie à l'hôpital Golsar de Racht (site du quotidien Hamshahri, 15 mars 2020)

Fariba Izadpanah, qui était infirmière à l'hôpital Beheshti de Chiraz, et [Mowloud Jafari](#), infirmière à l'hôpital Fayazbakhsh de Téhéran, ont perdu la vie en raison du coronavirus contracté en service (Asriran.ir, 11 mars 2020). [Azemat Mousavi](#), une sage-femme, est décédée du coronavirus dans le centre médical de Sari, capitale de la province de Mazandaran.

Anousheh Beikian, du personnel du [Centre médical](#) éducatif d'Az-Zahra à Racht, Mme Khoshgoftar, membre du personnel de l'université des sciences médicales de Guilan et du Secrétariat de l'hôpital Fouman, et Anousheh Bikian, sage-femme du Centre d'éducation, de recherche et de soins d'Az-Zahra, sont mortes du coronavirus (agence IRNA - 16 mars 2020) ; Razieh Hosseinejad, une travailleuse de la santé de Babol (Hamshahri - 15 mars 2020), font partie des infirmières et du personnel médical qui ont perdu la vie en soignant des malades.

Egalement Haniyeh Edalati, de l'unité des dossiers médicaux de l'hôpital Shafa à Takestan, et Tahmineh Adibi, infirmière des urgences de l'hôpital Behehti à Bandar Anzali, sont mortes du coronavirus après une période de soins et de services aux malades.

Nous devons encore mentionner [Negar Siyah-Mansouri](#), l'une des membres dévoués des unités de résistance en Iran qui a été contaminée et qui a perdu la vie alors qu'elle s'occupait de malades.

Le Dr Fariba Farahi, spécialiste en médecine d'urgence à l'hôpital Kamkar de Oom, s'est diagnostiquée elle-même contaminée et a signé ses propres papiers d'admission à l'hôpital. (Site Fararou, 6 mars 2020)



En plus des médecins, des infirmières et du personnel médical, [Elham Sheikhi](#), une joueuse de futsal de 23 ans à Oom, a perdu la vie en raison de l'épidémie le 26 février 2020. Une adolescente de 17 ans à Karadj, une femme enceinte à Kermanschah et deux femmes âgées à Saveh ont été parmi les premières victimes de l'infection.

Mme Marzieh Taghavizadeh, professeur de chimie à Oom, et Leila Mir-Issa Khani, professeur à Téhéran, sont également décédées de coronavirus. (Hamshahri, 15 mars 2020)



La richesse du peuple iranien utilisée pour la répression

Le régime clérical attribue aux sanctions internationales sa mauvaise gestion et son inaction, laissant les gens sans défense contre le virus, alors que les 100 milliards de dollars d'actifs et de biens du personnel de l'organe dit de « l'application de l'Ordre de Khomeiny », et les énormes actifs des coopératives appartenant aux pasdarans, à la milice du Bassidj et aux Force de sécurité de l'État, les actifs de la Fondation Mostaz'afan, et l'argent que le régime dépense en Irak, en Syrie, au Yémen, à Gaza et au Liban pourraient être alloués à la santé et aux traitements médicaux du peuple iranien.

Les hôpitaux et les cliniques médicales des pasdarans disposent des meilleures ressources et équipements médicaux ; ils pourraient être ouverts au public et à tous les patients.

De plus, les actifs d'Astan-e Qods-e Razavi, un énorme conglomérat financier dont les actifs et les revenus sont sous le contrôle de Khamenei, pourraient payer les frais médicaux du public ainsi que les salaires et traitements impayés des ouvriers, enseignants et employés et leurs frais médicaux.



Ali Khamenei, cependant, affirme que « cette calamité n'est pas une grosse affaire et qu'il y a eu de plus gros problèmes, auparavant ». Il estime qu'il s'agit d'un « problème passager » et non de quelque chose d'« extraordinaire ». (Les médias officiels - 3 mars 2020)

Il a également déclaré : « Il y a des preuves qu'il s'agit d'une "attaque biologique" qui pourrait être une manœuvre défensive et pourrait même augmenter nos prouesses et capacités nationales ». (Les médias officiels - 12 mars 2020)

Avec ce genre de propos, au lieu de fournir les ressources médicales et les équipements nécessaires à la population pour combattre le virus, Khamenei tente de répondre au problème par la répression militaire. Les responsables parlent d'entrer dans une nouvelle phase où le pays sera confronté à des "circonstances militaires" appelant à imposer "l'état d'urgence."

Catastrophe humanitaire dans les prisons iraniennes

La véritable dimension des crimes et de la cruauté du régime clérical peut mieux se voir dans son abandon de centaines de milliers de détenus laissés sans défense contre ce virus. Les familles des prisonniers politiques ont demandé à plusieurs reprises des permissions de sortie pour les leurs, mais leurs demandes ont jusqu'à présent été rejetées par les autorités pénitentiaires et le pouvoir judiciaire. L'autorisation de sortie temporaire qui a été accordée ne concerne pas les prisonniers politiques. En même temps, seul un quart des prisonniers ordinaires ont été libérés.

Les prisonniers n'ont pas accès à des masques ou à des désinfectants. Chez certains prisonniers, il n'y a même pas de savon. Les prisonniers qui ont contracté le virus sont maintenus parmi les autres prisonniers. Par exemple, à la prison du Grand Téhéran (Fashafouyeh), les prisonniers politiques qui ont été testés positifs sont laissés dans une même cellule aux côtés de détenus en bonne santé arrêtés lors des manifestations de novembre 2019.

Un certain nombre de prisonnières politiques qui souffrent de maladies graves sont privées de soins et de traitements médicaux. Leur vie est davantage menacée depuis l'épidémie de coronavirus. Zeinab Jalalian de la prison de Khoj et Parvin Adva'i au centre correctionnel pour femmes de Sanandaj en font partie.

Golrokh Iraee et Marjan Davari, deux prisonnières politiques de la prison de Qarchak, sont également exposées au danger d'infection par le Coronavirus, car l'une des détenues de leur quartier a été testée positive.

Le père de la prisonnière politique Atena Daemi a également annoncé que ses demandes de permission de sortie pour sa fille a été rejetée.

Lourdes peines et pression accrue sur les prisonnières politiques

Le régime des mollahs a non seulement empêché la libération temporaire des prisonnières politiques qui aurait permis d'éviter une crise humanitaire dans les prisons, mais il a également prononcé de lourdes peines pour un plus grand nombre de personnes et intensifié la pression sur ces détenues.

- Dans la continuité des arrestations et des condamnations prononcées pour les manifestantes du soulèvement de novembre 2019 et janvier 2020, Nazanine Tousi a été arrêtée et condamnée à deux ans de prison le 19 décembre 2019.
- Fin janvier, Farzaneh Jalali a été condamnée à un an de prison par le tribunal de Kermanschah.
- Jhaka Esmâ'ili, une autre militante civile kurde de Boukan, a été conduite en prison pour purger sa peine de trois mois le 29 janvier 2020.
- La prisonnière politique Guita Horr, 31 ans, manifestante arrêtée le 21 novembre 2019 et actuellement détenue à la prison Qarchak de Varamine, a été condamnée à 6 ans de prison.
- La Cour d'appel de la province de Téhéran a condamné Raha Ahmadi à deux ans de prison.
- Le 19 février 2020, Mojgan Eskandari a été condamnée à 3 ans de prison. Elle est détenue depuis le 10 décembre 2019 dans le quartier 1 de la prison de Qarchak pour avoir participé au soulèvement de novembre 2019.
- La prisonnière politique [Samira Hadian](#) a été condamnée à 8 ans de prison par le tribunal révolutionnaire de Téhéran. Arrêtée le 21



novembre 2019, elle est également actuellement détenue dans le quartier 1 de la prison de Qarchak.

- Maryam Alishahi, détenue à la prison de Qarchak pour avoir participé au soulèvement de novembre 2019, a été condamnée à 9 ans de prison.
- Melika Gharagozlou, étudiante en journalisme à l'université Allameh Tabatabaïi de Téhéran, a été condamnée à six mois de prison par le tribunal révolutionnaire de Téhéran. Elle a été arrêtée le 17 novembre 2019, lors du soulèvement en Iran.



Mauvais traitements et refus de soins médicaux aux prisonnières malades

- En février les écologistes [Niloufar Bayani et Sepideh Kashani](#) avaient été sauvagement torturées mentalement et physiquement et harcelées sexuellement. Les interrogateurs ont tenté de les contraindre à écrire de faux aveux contre elles-mêmes.
- [Mary Mohammadi](#), une chrétienne convertie, a été arrêtée lors des protestations contre la destruction de l'avion de passagers ukrainien par les pasdarans en janvier 2020. Elle a été torturée et harcelée sexuellement et physiquement pendant ses interrogatoires. Elle a été forcée d'enlever tous ses vêtements et de s'accroupir. Des agentes l'ont menacée de la déshabiller de force si elle ne faisait pas ce qu'elles disaient.
- [Marjan Davari](#), 52 ans, chercheuse, traductrice et écrivaine, a été condamnée à 75 ans de prison par la branche 1 du tribunal pénal de Téhéran. En 2017, le cas de Marjan Davari a été renvoyé devant la Cour suprême après avoir été condamnée à mort. Mme Davari est accusée d'avoir traduit des livres sur le mysticisme et la métaphysique, ainsi que d'avoir enseigné à l'Institut de Rah-e Marefat (La voie de la connaissance), de corruption sur Terre, et de rassemblement et de collusion contre l'État. Marjan Davari est incarcérée à la prison Qarchak de Varamine.



- Six ans ont été ajoutés à la peine de prison de la militante civile Rezvaneh Ahmad-Khanbeigui le 2 février 2020. Elle a été incarcérée du 17 novembre au 12 décembre 2019 dans le quartier 2A des pasdarans à la prison d'Evine avant d'être transférée dans le quartier des femmes de cette prison. Elle souffre d'épilepsie et doit prendre des médicaments spéciaux.
- La militante civil Hakimeh Ahmadi a été condamnée à 16 mois de prison par le tribunal de Maragheh. Elle a été arrêtée par des agents du renseignement à son domicile fin octobre 2018.
- La militante civile [Raheleh Ahmadi](#), mère de la prisonnière politique Saba Kord-Afshahri, a été arrêtée alors qu'elle se présentait à la branche 3 du bureau du procureur de Téhéran chargée de l'application des peines. Elle a été conduite à la prison d'Evine pour y purger sa peine de 4 ans et deux mois de prison.
- La prisonnière politique [Maryam Akbari Monfared](#) est privée des visites de sa famille depuis le 16 février 2020. Elle est punie pour avoir protesté contre le manque d'attention portée à la situation d'une nouvelle arrivée dans le quartier des femmes.
- La prisonnière politique [Golrokh Ibrahimi Iraee](#) est incarcérée à la prison Qarchak de Varamine. Elle est privée de visites avec son mari emprisonné, le prisonnier politique Arash Sadeghi qui souffre d'un cancer. Sur la base d'une nouvelle affaire déposée contre elle, Golrokh Iraee a été emprisonnée pour purger sa peine de 3 ans et 7 mois.
- Zahra Jamali purge actuellement sa peine de 3 ans et 6 mois dans le quartier des femmes de la prison d'Evine. Elle souffre d'un kyste ovarien et d'une tumeur à la plante du pied. Elle souffre beaucoup mais les autorités de la prison refusent de l'envoyer dans un centre médical. La seule raison de l'emprisonnement de Mme Jamali est un discours qu'elle a prononcé lors de la cérémonie funèbre du prisonnier politique Alireza Shir Mohammadi, qui a été assassiné par des détenus provoqués par les autorités carcérales au pénitencier du Grand Téhéran.
- La prisonnière politique [Nejat Anwar Hamidi](#), 61 ans, risque de perdre la vue. Partisane des Moudjahidines du peuple d'Iran (OMPI/MEK), elle a été arrêtée en mars 2019. Elle est actuellement détenue à la prison de Sepidar d'Ahwaz.
- [Anis Saadat](#), jeune écrivaine et cinéaste, a été arrêtée le 12 janvier 2020 par les services de renseignement des pasdarans à Chiraz lors des cérémonies commémoratives des victimes de l'avion de ligne ukrainien abattu par les pasdarans. Mme Saadat souffre d'un lupus mais est privée de soins médicaux.
- Leila Tirandari, infirmière et militante civile, a finalement été libérée le 13 février 2020 moyennant une caution de 200 millions de tomans. Elle a fait une grève de la faim pendant un mois à partir du 28 décembre 2019, date à laquelle elle avait été arbitrairement arrêtée.
- L'étudiante militante [Parisa Seifi](#) a entamé une grève de la faim le 9 février 2020 pour protester contre son état d'emprisonnement indéterminé. Elle était incarcérée depuis novembre 2019 dans le quartier de quarantaine du Centre correctionnel de Sanandaj. Le 23 février 2020, elle a finalement été libérée moyennant une caution de 100 millions de tomans.